



# Un chemin court et sinueux jusqu'à 2030

Septembre 2022

- L'Agenda 2030 comprend un ensemble ambitieux de 17 objectifs et 169 cibles. Depuis son adoption, par le biais de son [Plan d'action sur les ODD](#), l'OCDE s'est engagée à être le « meilleur acteur de soutien » des Nations Unies pour promouvoir la réalisation de ces objectifs.
- À moins de 10 ans de l'échéance, des actions politiques fortes sont nécessaires pour atteindre les objectifs de l'Agenda 2030. Jusqu'à présent, la zone OCDE dans son ensemble a atteint ou est sur le point d'atteindre un quart des cibles pour lesquels la performance peut être évaluée.
- Les pays de l'OCDE progressent lentement vers l'atteinte de nombreuses cibles des ODD. Ils devraient en particulier favoriser l'inclusion, inverser l'érosion de la confiance envers les institutions et faire face aux pressions environnementales croissantes.
- La pandémie de COVID-19 a eu un impact considérable sur les progrès réalisés vers les cibles de l'Agenda 2030. La pandémie a directement affecté la santé de millions de personnes mais elle a également eu un effet indirect sur de nombreuses autres dimensions de la santé et a révélé et amplifié les vulnérabilités des systèmes de soins. Outre le grand nombre de décès, la crise économique induite par la pandémie a été importante et ses conséquences sur les perspectives d'emploi, sur l'éducation et le niveau de vie se feront ressentir pendant longtemps. La pandémie a également mis à mal les institutions et a mis sous pression toutes les sources de financement public.
- La pandémie a mis en évidence l'impact de l'intervention humaine sur l'environnement. La réduction de l'activité économique due aux efforts de lutte contre la pandémie de COVID-19 a entraîné une amélioration temporaire des conditions environnementales.
- En outre, elle a permis aux responsables politiques de réexaminer le rôle des politiques macroéconomiques. Après avoir tiré les leçons de la crise financière mondiale de 2008 – où, dans de nombreux pays, les mesures de relance ont été trop limitées et sont devenues trop tôt restrictives – la rapidité et l'ampleur de la réponse budgétaire à la crise du COVID-19 étaient sans précédent.
- Pourtant, la dynamique du fort rebond qui a suivi la réouverture de l'économie s'est ralentie dans de nombreux pays en raison de la persistance de goulets d'étranglement au niveau de l'offre, de la hausse du coût des intrants et de la persistance de la pandémie.
- La pandémie de COVID-19 n'a pas été la seule perturbation affectant nos vies et nos moyens de subsistance ces dernières années. Le changement climatique représente une menace existentielle. Plus récemment, l'agression de la Russie contre l'Ukraine a dévasté la vie des personnes directement touchées et soulevé des questions fondamentales pour la démocratie, la sécurité mondiale et la fiabilité de l'approvisionnement alimentaire et énergétique mondial.

**L'Agenda 2030 définit un ensemble ambitieux de 17 objectifs et 169 cibles** que tous les États membres de l'Organisation Nations unies (ONU) ont adopté lors de l'Assemblée Générale des Nations Unies en septembre 2015. Il constitue un appel à l'action en faveur d'un avenir meilleur et plus durable pour tous et souligne que les objectifs de développement sont pertinents pour tous les pays, quel que soit leur niveau de revenu ou leur niveau de « développement ». À cet égard, l'OCDE, grâce à son expertise en matière de politiques et de données, aide ses pays membres dans leurs efforts pour la mise en œuvre des ODD.

**L'OCDE s'est engagée à être le « meilleur acteur de soutien » de l'ONU pour promouvoir et soutenir l'Agenda 2030.** En 2016, le Conseil de l'OCDE a officiellement approuvé un plan d'action (OECD, 2016<sup>[1]</sup>) pour que l'OCDE mobilise ses connaissances, son expérience et ses outils afin de promouvoir l'Agenda 2030 et l'atteinte des cibles. Une grande partie des travaux de l'OCDE sont pertinents pour les ODD d'une manière ou d'une autre et l'OCDE reconnaît depuis longtemps la nature multidimensionnelle du bien-être des personnes et de ses déterminants dans le temps (voir le [cadre de l'OCDE sur le bien-être](#)).

**L'OCDE contribue aussi directement au suivi mondial des ODD.** Tout d'abord, elle est un observateur du Groupe d'experts inter-institutions sur les indicateurs des ODD (IAEG-SDGs), qui a élaboré le cadre d'indicateurs soutenant le suivi mondial l'Agenda 2030. Instance dépositaire ou partenaire d'un grand nombre d'indicateurs, l'OCDE fournit également à la base de données mondiale des ODD des informations dans de nombreux domaines. L'OCDE fournit notamment de données sur l'aide publique au développement (APD) ou d'autres flux internationaux, mais aussi sur la discrimination juridique fondée sur le sexe (en s'appuyant sur les travaux du Centre de développement de l'OCDE sur l'indice des institutions sociales et du genre (OECD, 2019)), sur l'accès à la justice civile (OECD, 2021) ou sur les instruments d'action pour la biodiversité (Karousakis, 2018).

**Enfin, l'Agenda 2030 étant par nature mondial, l'OCDE soutient ses Membres au-delà de leurs frontières.** Dans une perspective à long terme, en regardant même au-delà de 2030, tous les pays doivent prendre des mesures actives pour gérer certains des défis les plus cruciaux auxquels l'humanité est confrontée : le changement climatique et la perte de biodiversité mais aussi les bouleversements démographiques, la transformation numérique ainsi que d'autres défis sociétaux. En ce sens, l'Agenda 2030 exhorte les gouvernements, les organisations internationales et non gouvernementales, le secteur privé et la société civile à faire équipe pour mettre en œuvre les objectifs et cibles des ODD. Il souligne la nécessité de débloquer les ressources financières nécessaires, de partager les technologies et de créer des capacités nationales pour progresser vers les cibles. À cet égard, l'OCDE contribue à l'établissement de normes et de principes internationaux en matière de coopération au développement et au suivi des engagements pris par les pays donateurs. L'OCDE joue donc un rôle clé dans la mobilisation de ces ressources et va au-delà du suivi de l'APD. Par exemple, le [groupe de travail informel sur la fiscalité et le développement](#) soutient des mesures visant à améliorer le recouvrement des impôts dans les pays non membres de l'OCDE et contribue à rendre les statistiques sur les recettes disponibles et comparables.

## LES PAYS DE L'OCDE PROGRESSED LENTEMENT VERS L'ATTEINTE DE NOMBREUSES CIBLES DES ODD

**À moins de dix ans de l'échéance, des actions politiques fortes sont nécessaires pour atteindre les objectifs de l'Agenda 2030.** Du côté positif, jusqu'à présent, la zone OCDE *dans son ensemble* a atteint ou est sur le point d'atteindre 28 des 112 cibles pour lesquelles la performance peut être évaluée. Ces réalisations concernent principalement la satisfaction des besoins fondamentaux et la mise en œuvre d'outils et de cadres d'action pour les ODD. Ce dernier point témoigne d'un engagement significatif des pays de l'OCDE à intégrer les ODD dans leurs politiques. Toutefois, les résultats de ces approches ne sont pas encore pleinement visibles, comme le montrent les progrès insuffisants accomplis pour garantir

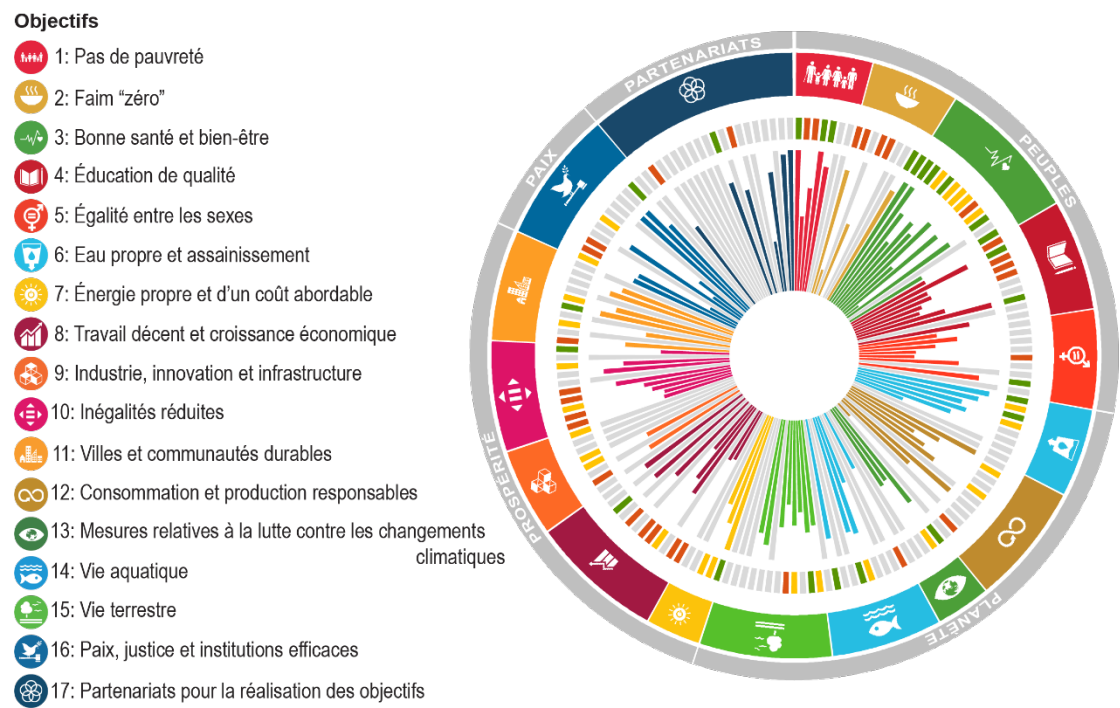
que personne ne soit laissé pour compte, restaurer la confiance dans les institutions et limiter les pressions sur l'environnement (OECD, 2022).

### Graphique 1. Distance moyenne de l'OCDE pour atteindre les cibles des ODD

**Niveau actuel** : les barres montrent le niveau actuel des progrès accomplis pour chaque cible disponible. Plus la barre est longue, plus la distance qui reste à parcourir pour atteindre la cible d'ici à 2030 est courte. Les couleurs correspondent aux objectifs.

**Évaluation de la situation** : le cercle extérieur représente l'état d'avancement des travaux à l'aide de signaux de couleur.

- La cible est atteinte ou sur le point de l'être
- Aucun progrès ou éloignement par rapport à la cible de l'ODD
- Des progrès ont été accomplis mais ne suffisent pas pour atteindre la cible
- Données inexistantes (ou insuffisantes)



Note : La moyenne de l'OCDE est mesurée comme la moyenne simple des pays de l'OCDE dont les données sont disponibles.  
 Source : Toutes les données sont extraites et adaptées de (UNDESA, 2021<sup>[6]</sup>), *SDG Global Database*, <https://unstats.un.org/sdgs/unsdg> et (OECD, 2021<sup>[7]</sup>), *OECD.Stat*, <https://stats.oecd.org/> (consulté le 19 août 2022).

**Les pays de l'OCDE doivent favoriser l'inclusion.** Les dernières données disponibles montrent que plus d'un résident de l'OCDE sur neuf est considéré comme pauvre en revenus et qu'au cours des dernières décennies, la plupart des pays de l'OCDE n'ont pas suffisamment progressé dans la réduction de la pauvreté. En outre, malgré certains progrès, de nombreux groupes de population, notamment les femmes, les jeunes adultes et les migrants, sont confrontés à des défis supplémentaires. Par ailleurs, les comportements néfastes pour la santé tels que la malnutrition et la consommation de tabac, plus fréquents au sein des groupes sociaux les plus défavorisés (Murtin, Mackenbach, Jasilionis, & Mira d'Ercole, 2017; Placzek, 2021), ainsi que les disparités en matière d'éducation aggravent les difficultés des plus défavorisés.

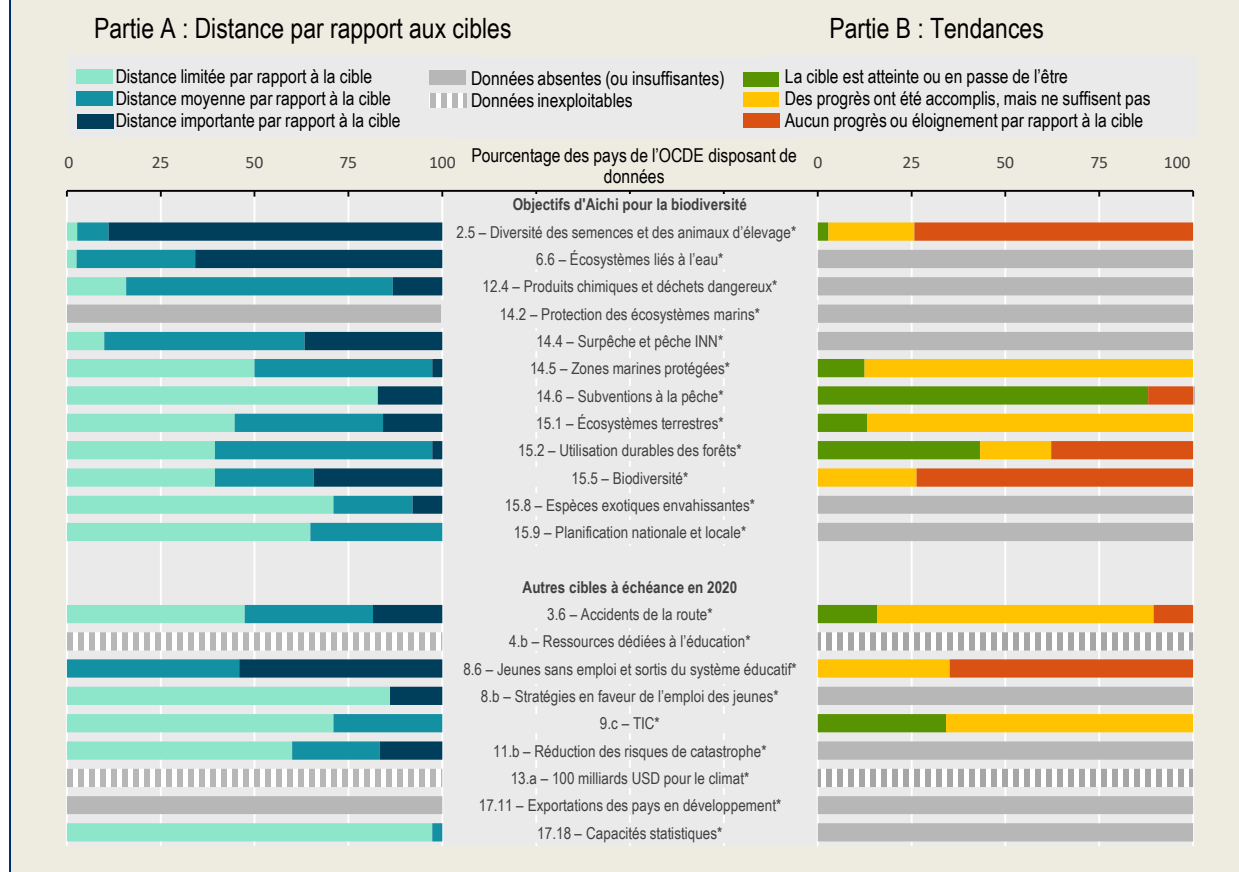
**Les données disponibles montrent une diminution à long terme de la confiance des citoyens dans les institutions des pays développés.** La confiance entre les citoyens et leurs gouvernements est cruciale pour la légitimité et le fonctionnement des démocraties (OECD, 2021). Pourtant, l'Agenda 2030 ne comporte aucune mesure directe de la confiance dans les institutions. Il aborde plutôt de nombreux domaines que l'OCDE a identifiés comme moteurs de la confiance dans les institutions gouvernementales,

notamment la réactivité des services publics, la fiabilité des politiques, l'ouverture, l'intégrité et l'équité. Par exemple, la Cible 16.6 vise à « mettre en place des institutions efficaces, responsables et transparentes à tous les niveaux », et la Cible 16.7 exhorte les pays à « assurer une prise de décision réactive, inclusive, participative et représentative à tous les niveaux ». Des travaux récents de l'OCDE montrent que les pays de l'OCDE ne progressent pas suffisamment dans ces domaines essentiels (OECD, 2022).

### Encadré 1. Cibles à l'horizon 2020

L'Agenda 2030 a fixé un délai plus court, à savoir 2020, pour un groupe de 21 cibles. Dans l'ensemble, les données disponibles révèlent un manque de progrès pour nombre de celles-ci. Sur ces 21 cibles, 12 sont liées aux Objectifs d'Aichi en matière de biodiversité (ABT) de la [Convention sur la diversité biologique](#), qui visent la protection et la conservation de la biodiversité. **Selon les données disponibles, aucun des Objectifs d'Aichi n'avait été atteint par l'ensemble des pays de l'OCDE à la fin de 2020**, bien que les résultats varient considérablement selon les pays et les cibles (Graphique 2).

**Graphique 2. Distance par rapport aux cibles et tendances dans le temps dans les pays de l'OCDE, cibles avec une échéance en 2020**



Notes : Compte tenu du décalage des données disponibles, les distances « actuelles » par rapport à la cible peuvent ne pas refléter les réalisations effectives de 2020. La partie A montre la répartition des pays de l'OCDE en fonction de la distance qu'ils doivent parcourir pour atteindre chaque cible des ODD. Les distances sont mesurées en unités normalisées (u.s.), ce qui reflète la dispersion des réalisations des pays au cours de l'année disponible la plus récente. Les distances des pays sont regroupées en trois catégories : les petites distances (moins de 0,5 u.s.), indiquées en vert clair ; les distances moyennes (de 0,5 u.s. à 1,5 u.s.), indiquées en vert moyen ; et les grandes distances (plus de 1,5 u.s.), indiquées en vert foncé. La partie B montre la distribution des pays de l'OCDE en fonction de l'évolution récente de leur performance. Les progrès des pays, basés sur l'évolution observée au cours des dernières années, sont regroupés en trois groupes : i) ceux dont le rythme de progression récent devrait être suffisant pour atteindre la cible d'ici 2020, indiqués en jaune ; ii) ceux dont les progrès récents seraient insuffisants pour atteindre la cible d'ici 2020, indiqués en orange ; et iii) les pays dont les performances récentes stagnent ou s'éloignent de la cible de 2020, indiqués en marron. La figure montre également les pays pour lesquels aucune donnée ne permet d'évaluer leur distance actuelle ou leur rythme de progression (en blanc). Les séries chronologiques sont considérées comme manquantes lorsqu'il y a moins de trois points de données pour chaque pays ; les indicateurs sont considérés comme manquants lorsqu'ils sont disponibles pour moins de 20 pays de l'OCDE.

Source : Toutes les données sont tirées et adaptées de (UNDESA, 2021<sup>[6]</sup>), *SDG Global Database*, <https://unstats.un.org/sdgs/unsdg> et (OECD, 2021<sup>[7]</sup>), *OECD.Stat*, <https://stats.oecd.org/> (consulté le 19 août 2022).

**Les pays de l'OCDE affichent des résultats positifs pour de nombreux « indicateurs de processus » permettant de suivre la mise en œuvre des cadres et des politiques relatifs aux ODD, qui devaient être mis en œuvre d'ici 2020.** Par exemple, pratiquement tous les pays de l'OCDE ont déjà mis en œuvre des instruments internationaux visant à lutter contre la pêche illégale, non déclarée et non réglementée (Cible 14.6) et la plupart d'entre eux ont adopté une législation nationale pour prévenir et contrôler les espèces exotiques envahissantes (Cible 15.8). En ce qui concerne les aspects statistiques, tous les pays de l'OCDE ont pris des mesures visant à intégrer la biodiversité dans les systèmes de comptabilité nationale (Cible 15.9). Cependant, l'adoption des outils et cadres d'action n'est pas complète. Par exemple, de grandes disparités subsistent entre les pays de l'OCDE dans la mise en œuvre des accords internationaux sur la gestion des déchets dangereux et autres produits chimiques (Cible 12.4).

**Les cibles relatives à la protection des écosystèmes avec une échéance en 2020 montrent de bons résultats.** Le Graphique 2 montre que tous les pays de l'OCDE ont étendu leurs zones protégées au cours des deux dernières décennies. En 2020, 27 pays de l'OCDE ont atteint la Cible 15.1 (et l'ABT 11) visant à protéger au moins 17 % de leur superficie terrestre, tandis que 20 d'entre eux ont atteint la Cible 14.5 des ODD (et l'ABT 11) visant à protéger au moins 10 % des zones côtières et marines. Les résultats sont toutefois mitigés en ce qui concerne la protection des « zones clés pour la biodiversité ».<sup>1</sup>

**Pourtant, les mesures des résultats confirment le déclin de la biodiversité.** Depuis 1970, un dixième de la biodiversité terrestre mondiale et un tiers de la biodiversité d'eau douce ont disparu et, selon l'OCDE (2018<sup>[12]</sup>), nous sommes en passe de perdre encore 10 % des espèces terrestres d'ici 2050. Les données qui sous-tendent la Cible 15.5 montrent que la biodiversité perd du terrain dans plus de deux pays de l'OCDE sur trois. En ce qui concerne la Cible 2.5, axé sur la préservation de la diversité génétique de la faune et de la flore locale, les données disponibles suggèrent qu'une part très élevée de ces espèces est menacée d'extinction, et que très peu de pays de l'OCDE progressent.

Au-delà des Objectifs d'Aichi, un large éventail de cibles liées à des questions allant des accidents de la route (Cible 3.6) à l'emploi des jeunes (Cibles 8.6 et 8.b), à l'accès aux technologies de l'information et de la communication (Cible 9.c) et à la coopération Nord-Sud (Cibles 4.b, 13.a, 17.11 et 17.18) arrivaient à échéance en 2020. Le Graphique 2 montre que, pour les cibles dont la performance peut être suivie dans le temps, des progrès ont été réalisés. Toutefois, les pays de l'OCDE sont, en moyenne, loin d'avoir atteint tous leurs engagements pour 2020. Plus particulièrement, avec environ un jeune sur huit âgé de 15 à 29 ans qui n'est ni en études, ni en emploi, ni en formation (NEET), la proportion de NEET (Cible 8.6) est l'une des plus éloignées de son niveau cible. Pourtant, après avoir

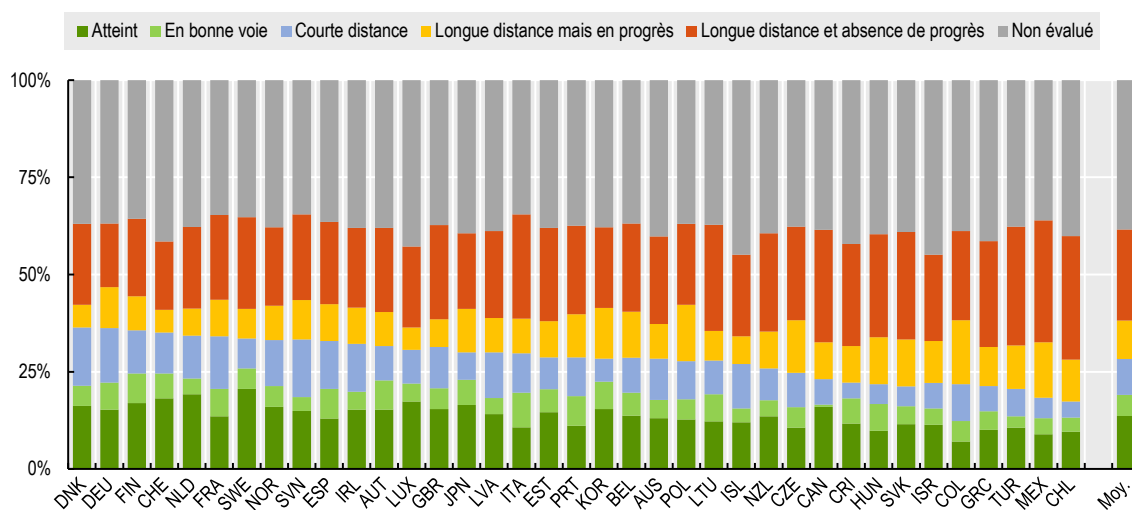
stagné autour de 16 % entre 2009 et 2013, la proportion de NEET n'a cessé de diminuer depuis lors (hormis une légère augmentation en 2020).

Notes : 1. Les zones clés pour la biodiversité englobent : i) les sites contribuant de manière significative à la persistance de la biodiversité au niveau mondial ; ii) les sites abritant effectivement la totalité de la population d'au moins une espèce évaluée comme étant en danger critique d'extinction ou en danger sur la liste rouge des espèces menacées de l'Union Internationale pour la Conservation de la Nature ; et iii) les zones identifiées dans le cadre d'une version antérieure des critères relatifs aux zones clés pour la biodiversité. Ces trois sous-ensembles sont réévalués à l'aide de la norme mondiale qui unifie ces approches ainsi que d'autres mécanismes d'identification de sites importants pour d'autres espèces et écosystèmes. Pour plus de détails, voir le référentiel de métadonnées des indicateurs des ODD à l'adresse suivante : <https://unstats.un.org/sdgs/metadata/>.

**Dans les pays de l'OCDE, les pressions environnementales augmentent mais des progrès ont été réalisés sur certains fronts, notamment concernant l'intensité énergétique, l'utilisation de l'eau et la gestion des déchets municipaux.** Si une partie de ces évolutions positives est imputable à l'action des pouvoirs publics et aux progrès techniques, le déplacement de la production à forte intensité de ressources et de pollution vers les pays non membres de l'OCDE explique aussi partiellement cette tendance. Il n'en reste pas moins que l'utilisation de ressources matérielles pour soutenir la croissance économique reste élevée et que de nombreuses matières précieuses continuent d'être éliminées sous forme de déchets. Plus généralement, malgré certains progrès sur le front du climat et de la biodiversité, les émissions de gaz à effet de serre ne diminuent pas assez, les menaces qui pèsent sur la biodiversité terrestre et marine augmentent et aucun des 21 Objectifs d'Aichi en matière de biodiversité qui auraient dû être atteints d'ici 2020 ne l'a été par l'ensemble des pays de l'OCDE (Encadré 1).

**Les pays de l'OCDE partagent certaines tendances communes, mais la distance par rapport aux cibles et les trajectoires dans le temps peuvent différer considérablement.** C'est ce que montre le Graphique 3 ci-dessous :

- **En moyenne, les performances des pays de l'OCDE sont satisfaisantes pour plus d'un quart des 169 cibles.** D'une part, onze pays de l'OCDE (principalement d'Europe du Nord et de l'Ouest) sont considérés comme ayant atteint ou étant sur le point d'atteindre plus d'un tiers des cibles des ODD (vert foncé, vert clair et bleu). D'autre part, trois pays de l'OCDE, dont le Chili, le Mexique et la Türkiye, se situent en dessous de 20 %.
- **En moyenne, il reste encore beaucoup de chemin à parcourir pour environ un tiers des cibles des ODD ; au sein de ce groupe de cibles, les pays de l'OCDE ne font aucun progrès pour deux tiers d'entre elles.** En moyenne, les pays de l'OCDE ont encore une longue distance à parcourir pour environ 35% des 169 cibles. Cette part varie de moins de 30 % dans les pays nordiques, en Allemagne, au Luxembourg, aux Pays-Bas et en Suisse à plus de 40 % au Chili, au Mexique et en Türkiye. Plus inquiétant encore, pour la majorité de ces cibles « lointaines », les pays de l'OCDE ne sont pas sur une tendance positive.
- **À ce jour, les performances ne peuvent pas encore être évaluées sur une base comparative pour environ 40 % des 169 cibles.** Dans certains cas, les données nationales manquent ; dans d'autres, les indicateurs eux-mêmes n'ont pas d'orientation normative claire (c'est-à-dire permettant de différencier ce qui est une bonne performance de ce qui est une mauvaise performance). Par conséquent, dans certains pays de l'OCDE (dont la Finlande, la France, l'Italie, le Mexique, la Slovénie et la Suède), environ un tiers des cibles des ODD ne peuvent être correctement évaluées, tandis que cette part atteint plus de 40 % dans six pays de l'OCDE (Costa Rica, Grèce, Islande, Israël, Luxembourg et Suisse).

**Graphique 3. Distance par rapport aux cibles des ODD et tendances dans le temps dans les pays de l'OCDE**

Notes : Les distances des pays (basées sur le niveau des indicateurs dans l'observation disponible la plus récente) et les tendances ont été regroupées en six groupes. La mention « atteint » fait référence aux cibles qui ont été atteintes. « En bonne voie » fait référence aux cibles qui seront atteints d'ici 2030 si les pays continuent à se déplacer au même rythme qu'au cours de la dernière décennie. L'expression « courte distance » désigne les cibles qui sont considérées comme proches d'être atteintes (c'est-à-dire que la distance normalisée par rapport à la cible est inférieure à 0,5 écart-type de l'OCDE). « Longue distance mais en progrès » fait référence aux cibles qui ne sont pas considérées comme proches de la réalisation, mais pour lesquelles l'évaluation de la trajectoire suggère une tendance positive significative. « Longue distance et absence de progrès » fait référence à des cibles qui ne sont pas considérées comme proches de la réalisation et pour lesquelles l'évaluation de la tendance ne suggère pas une tendance positive significative. « Non évalué » fait référence aux cibles qui ne peuvent être couvertes par l'évaluation en raison du manque de données adéquates. « Moy. » signifie la moyenne non pondérée. Bien que la base de données sur laquelle repose ce graphique soit la même que dans (OECD, 2022), l'approche adoptée ici pour suivre les progrès est différente. Par conséquent, toute comparaison directe n'est pas possible.

Source : Toutes les données sont tirées et adaptées de (UNDESA, 2021<sup>[6]</sup>), *SDG Global Database*, <https://unstats.un.org/sdgs/unsdg> et (OECD, 2021<sup>[7]</sup>), *OECD.Stat*, <https://stats.oecd.org/> (consulté le 19 août 2022).

## LE CHEMIN VERS 2030 EST SINUEUX

**Les progrès des pays de l'OCDE dans la réalisation de l'Agenda 2030 ont été considérablement affectés par les conséquences de la pandémie de COVID-19.** Au-delà de son impact sur la santé et de son terrible bilan humain (la surmortalité, c'est-à-dire le nombre de décès supplémentaires par rapport à ce qui était habituellement observé avant la pandémie, a atteint près de 4 millions en l'espace de deux ans), la crise induite par la pandémie est sans précédent à bien des égards. Les mesures prises pour lutter contre la crise du COVID-19 ont déclenché la récession la plus grave – et pourtant la plus courte – depuis la Seconde Guerre mondiale. Si les pays de l'OCDE ont réagi à la crise avec l'ampleur et la rapidité nécessaires, la plupart des gouvernements n'étaient pas préparés à affronter cette crise. La pandémie a également exacerbé certaines faiblesses structurelles des pays de l'OCDE, mis à mal les institutions et mis sous pression les sources de financement public.

**L'élan donné par le fort rebond après la réouverture de l'économie s'est rapidement atténué dans de nombreux pays en raison de la persistance de goulets d'étranglement au niveau de l'offre, de la hausse du coût des intrants et des ramifications persistantes de la pandémie.** Des pressions inflationnistes plus fortes et plus durables sont apparues parallèlement à la reprise dans toutes les économies, et des pénuries de main-d'œuvre sont apparues alors même que l'emploi et les heures travaillées n'étaient pas encore totalement rétablis. Les coûts de l'alimentation et de l'énergie ont fortement

augmenté, pénalisant en premier lieu les ménages à faible revenu, et les goulets d'étranglement de l'offre ont également fait grimper les prix des biens durables (OECD, 2021).

**La crise du COVID-19 a également exercé une pression historique sur le paysage du financement du développement durable, toutes sources de financement confondues.** Dans de nombreux pays à revenu moyen et faible, les conséquences de la pandémie ont été dévastatrices. Les partenariats avec les pays en développement et la coopération au développement restent donc essentiels pour faire face à la dette héritée de la crise. Plus que jamais, il est vital que les pays développés respectent pleinement leurs engagements en matière d'aide publique au développement, comme le prévoit l'Agenda 2030. Aujourd'hui, l'aide publique totale fournie par les pays donateurs du Comité d'Aide au Développement reste inférieure à la moitié de l'objectif visé de 0,7 % du revenu national brut. Au-delà du financement, si la crise du COVID-19 a suscité de nouvelles pratiques en matière de communication scientifique, le partage rapide des données et des découvertes scientifiques dans le monde entier étant devenu essentiel, des efforts internationaux plus importants sont nécessaires pour fournir aux pays à faible revenu les ressources nécessaires à la vaccination de leurs populations et ceci dans leur propre intérêt comme dans celui du monde entier. La pandémie a de nouveau souligné combien la coopération et la coordination mondiales restent essentielles.

**La pandémie a également mis en évidence l'impact de l'intervention humaine sur l'environnement.** La réduction de l'activité économique due aux efforts de lutte contre la pandémie de COVID-19 a entraîné une amélioration temporaire des conditions environnementales. En 2020, les émissions liées à l'énergie ont diminué de 7 %, les pressions environnementales liées à l'agriculture d'environ 2 % et la réduction de l'utilisation des minéraux non métalliques, y compris les matériaux de construction, a atteint deux chiffres (Dellink, Arriola, Bibas, Lanzi, & van Tongeren, 2021). Pourtant, si certaines économies avancées ont mis l'accent sur les mesures de décarbonation dans leurs plans de relance, la reprise économique mondiale après la crise du COVID-19 n'a pas été la reprise durable que beaucoup avaient appelée de leurs vœux au début de la pandémie. En 2021, les émissions mondiales de CO<sub>2</sub> provenant de la combustion d'énergies fossiles et des processus industriels ont rebondi pour atteindre le niveau le plus élevé jamais enregistré.

**L'impact dramatique de la crise a permis aux décideurs de réexaminer le rôle des politiques macroéconomiques.** Après avoir tiré les leçons de la crise financière mondiale de 2008 – où, dans de nombreux pays, les mesures de relance budgétaire ont été trop limitées et sont devenues trop tôt restrictives – la rapidité et l'ampleur de la réponse budgétaire à la crise du COVID-19 ont été sans précédent. Les gouvernements ont revu des hypothèses émises de longue date sur le rôle des politiques macroéconomiques ce qui a conduit à des réponses budgétaires d'une ampleur jamais observée au cours des 50 dernières années. La bonne nouvelle est peut-être que les plans de relance déployés par la plupart des gouvernements de l'OCDE peuvent être l'occasion de « reconstruire en mieux » et de renforcer la résilience systémique pour faire face aux chocs futurs. Pourtant, malgré l'augmentation des dépenses de relance favorables à l'environnement, les dimensions environnementales essentielles, au-delà du changement climatique et de la pollution atmosphérique, sont parfois négligées (OECD, 2022).

**La pandémie de COVID-19 n'a pas été la seule perturbation affectant nos vies ces derniers temps.** Ces dernières années, il y a eu d'énormes incendies de forêt (par exemple dans les pays méditerranéens en 2019, en Australie en 2019 et 2020 ou en Californie en 2020), des vagues de chaleur et des sécheresses sans précédent (comme dans l'ouest de l'Amérique du Nord en 2021 ou en Europe en 2022), des épisodes de froid extrême et des inondations destructrices (notamment en Allemagne, en Belgique et dans l'ouest du Canada en 2021). Tous ces phénomènes ont causé des milliers de décès, des destructions importantes de biens et ont largement perturbé l'activité économique. Ces tempêtes, ainsi que d'autres catastrophes météorologiques, sont devenues plus fréquentes et plus graves en raison de la hausse des températures de l'air et de la mer (OECD, 2021; IPCC, 2021; World Meteorological Organisation, 2021).



**La menace existentielle du changement climatique et la crise de la biodiversité qui en découle auront des répercussions multiples allant bien au-delà de la fréquence et de la gravité des événements climatiques extrêmes.** Par exemple, si l'origine de la pandémie reste à déterminer, la déforestation, la dégradation et la fragmentation des habitats naturels, l'intensification de l'agriculture, le commerce des espèces sauvages et le changement climatique jouent tous un rôle dans le développement de zoonoses et de nombreux agents pathogènes mortels – Ébola, VIH, dengue, SRAS, MERS, Zika, Nil occidental – ont fait ce saut inter-espèces (OECD, 2020).

**Au début de l'année 2022, la guerre a éclaté en Europe.** L'agression à grande échelle de la Russie contre l'Ukraine constitue une menace directe pour la paix et la stabilité du continent et met en péril les droits humains les plus élémentaires. Au-delà de la crise humanitaire que la guerre a engendré, ce conflit jette également un voile sombre sur les perspectives économiques et sociales bien au-delà du continent européen. Par ailleurs, la guerre met en péril la reprise économique mondiale après la pandémie du COVID-19 : l'inflation, la sécurité alimentaire, la sécurité énergétique et d'autres pressions sur la chaîne d'approvisionnement sont apparues à cause de ce conflit ou ont été exacerbées par celui-ci. La Russie et l'Ukraine étant de grands exportateurs de produits de base, la guerre a fait grimper en flèche les prix de l'énergie et des denrées alimentaires, rendant la vie beaucoup plus difficile pour de nombreuses personnes dans le monde. En outre, la mesure dans laquelle la croissance sera plus faible et l'inflation plus élevée dépendra en partie de l'évolution de la guerre, mais il est clair que les plus pauvres seront les plus durement touchés (OECD, 2022).

**S'ils ne sont pas maîtrisés, tous les grands défis à venir,** notamment le changement climatique et la perte de biodiversité, mais aussi le vieillissement de la population, la transformation numérique et le creusement des inégalités de revenus, **pourraient avoir un impact social et économique bien plus important que ceux causés par la pandémie de COVID-19.** Les plans d'investissements publics massifs qui ont été déployés depuis le début de la crise sont donc essentiels pour mettre à niveau les infrastructures critiques, progresser vers la transition écologique, réduire les fractures numériques et éviter et atténuer les chocs futurs. Dans l'UE par exemple, la Facilité pour la Reprise et la Résilience (FRR) comprend des engagements à investir dans un large éventail de sujets couvrant de nombreux domaines différents qui sont au cœur de l'Agenda 2030, notamment concernant les transitions verte et numérique, mais aussi la croissance inclusive ou la cohésion sociale (voir la [facilité pour la reprise et la résilience](#) pour plus de détails). Pour tous les pays, le défi à venir sera d'adapter les objectifs à court terme sur la vigueur de la reprise après les chocs de la pandémie et de la guerre en l'Ukraine aux objectifs de moyen et long terme des ODD, de manière à rendre la reprise verte, inclusive et résiliente.

## LE CHEMIN VERS 2030 EST COURT ET LA VISIBILITÉ EST RÉDUITE

**Si les conclusions mentionnées ci-dessus soulignent clairement la nécessité d'une action plus énergique au cours des huit années qui nous séparent de 2030, des angles morts subsistent dans notre compréhension de la situation des pays par rapport aux ODD.** Malgré les efforts considérables déployés par les organismes nationaux et internationaux en matière de statistiques et de mesures, les lacunes du cadre de mesure global des ODD sont importantes, même pour les pays de l'OCDE, dont les systèmes statistiques sont parmi les plus développés au monde. Globalement, les données disponibles sur les niveaux des différents indicateurs permettent de couvrir 136 des 169 cibles mondiales qui sous-tendent les 17 ODD mais il existe de grandes disparités entre ces 17 objectifs. Par exemple, au moins 20% des cibles des objectifs relatifs à l'alimentation et à la faim (Objectif 2), à l'égalité des sexes (Objectif 5), à la vie sous l'eau (Objectif 14), aux villes durables (Objectif 11), à la paix, à la justice et aux institutions (Objectif 16) et aux partenariats pour les objectifs (Objectif 17) ne peuvent pas être suivis correctement.

**Les lacunes en matière de données deviennent encore plus criantes lorsqu'on se concentre sur les indicateurs mesurant les performances dans le temps.** Ainsi, les données manquent pour suivre les progrès d'au moins 60% des cibles de 7 des 17 objectifs. Quatre de ces objectifs appartiennent à la catégorie Planète – Consommation et production responsables (Objectif 12), Action pour le climat (Objectif 13), Vie sous l'eau (Objectif 14) et Vie sur terre (Objectif 15) – les autres sont Inégalité entre les sexes (Objectif 5), Villes durables (Objectif 11) et Partenariats pour les objectifs (Objectif 17).

**Au-delà de la simple disponibilité des données, de nombreuses autres lacunes statistiques influencent la compréhension des progrès réalisés dans le cadre de l'Agenda 2030.** La disponibilité des données est l'un des principaux obstacles à une évaluation plus solide des progrès réalisés par les pays dans le respect de leurs engagements au titre de l'Agenda 2030. Cependant, d'autres lacunes statistiques telles que l'actualité ou la granularité pèsent également sur cette évaluation. Par exemple, étant donné le décalage des données disponibles, les effets de la pandémie sur les distances et les trajectoires actuelles ne sont pas encore pleinement reflétés dans les estimations disponibles.

**Il est essentiel, pour la réussite globale de l'Agenda 2030, de veiller à ce que tous les pays aient la capacité de suivre les progrès accomplis dans la réalisation des ODD.** Les lacunes en matière de données influencent notre compréhension des progrès réalisés dans le cadre de l'Agenda 2030 – si elles ne sont pas bien comprises, elles peuvent conduire à des conclusions biaisées. Si le suivi des progrès vers les ODD est incomplet, n'est pas à jour ou omet des segments importants de la population, toute déduction sur les bonnes politiques risque d'être erronée. Il en va de même si les outils de diagnostic ne peuvent pas fournir une évaluation complète des tendances les plus récentes – en particulier dans la période d'incertitude à laquelle nous sommes confrontés. En outre, des recherches préliminaires – qui tendent à confirmer des travaux antérieurs axés sur les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) (Jacob, 2017<sup>[18]</sup>) – suggèrent que les performances des pays en matière de mesure des progrès sont positivement associées aux progrès réels vers les objectifs (Encadré 2).

## Encadré 2. Analyse préliminaire de la relation entre la couverture des données des ODD et la performance globale

Afin d'illustrer la relation entre la couverture des données sur les ODD et la performance en matière d'ODD, une analyse simple est effectuée où la distance médiane aux ODD est régressée sur la couverture des données, le PIB, la population et un indice de capacité statistique :

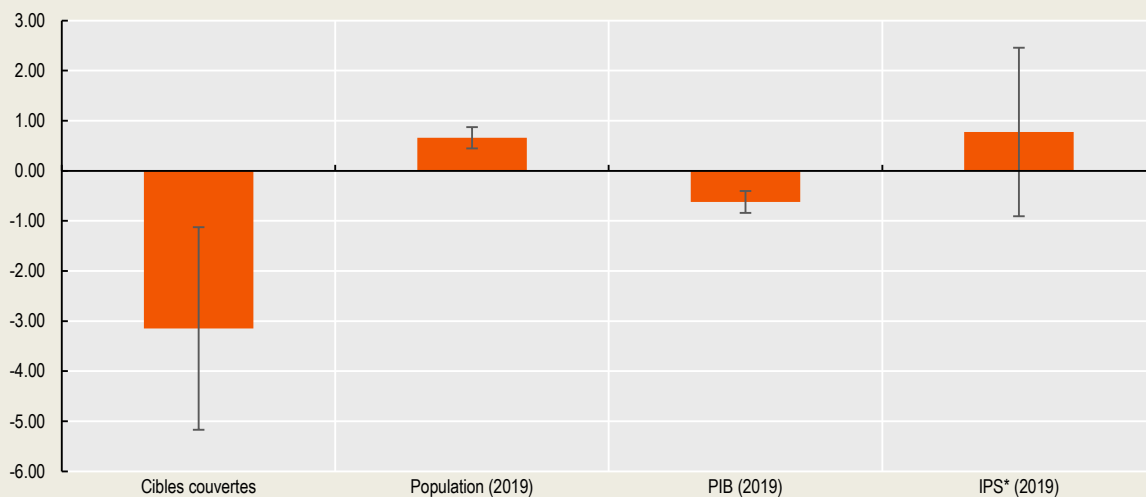
$$\ln \tilde{D} = \alpha_1 \ln C + \alpha_2 \ln Pop + \alpha_3 \ln GDP + \alpha_4 \ln SPI^x + \varepsilon$$

Où  $\tilde{D}$  représente la distance médiane à la cible, C est le nombre de cibles couvertes par des données, Pop la population et SPI\* l'indice de performance statistique produit par la Banque Mondiale (à l'exclusion du pilier 3 : Produit de données contrôlant la disponibilité des indicateurs des ODD).

Le Graphique 4 montre qu'une augmentation du PIB est associée à une légère augmentation de la performance globale (si le PIB augmente de 1 %, la distance médiane à la cible diminue de 0,7 %), tandis qu'une augmentation de la population est associée à une légère diminution (si la population diminue de 1 %, la distance médiane à la cible diminue de 0,6 %). L'effet de la couverture des données semble également être significatif et est associé à une augmentation de la performance globale (si la couverture des cibles augmente de 1 % alors la distance médiane à la cible diminue de 3,2 %), tandis que l'effet de la capacité statistique intrinsèque ne semble pas être significatif.

Bien qu'il faille être prudent dans l'interprétation de ces résultats (la relation existant entre la couverture des données et la performance peut avoir de nombreuses explications), ces résultats suggèrent que les pays qui mesurent mieux leur performance obtiennent également de meilleurs résultats en ce qui concerne l'Agenda 2030.

**Graphique 4. Estimation empirique des élasticités de la distance à la cible par rapport à la couverture des données**



Note : « IPS » signifie indice de performance statistique (Banque mondiale) et exclut le troisième pilier.

Source : Toutes les données sont extraites et adaptées de (UNDESA, 2021<sup>[6]</sup>), *SDG Global Database*, <https://unstats.un.org/sdgs/unsdg> et (OECD, 2021<sup>[7]</sup>), *OECD.Stat*, <https://stats.oecd.org/> (consulté le 19 août 2022).

**Au-delà des problèmes de mesure et de suivi, une réflexion plus approfondie est nécessaire sur la manière de saisir l'interconnexion entre les différents objectifs, cibles et indicateurs et leur cohérence globale.** La plupart des objectifs ont des aspects économiques, sociaux et environnementaux mais les cibles et les indicateurs n'offrent souvent qu'une perspective partielle de ces aspects. Par exemple, les ODD de la planète et les cibles et indicateurs qui s'y rapportent ne mettent pas l'accent sur l'égalité des sexes. Seuls 5% des indicateurs de la catégorie Planète sont identifiés comme étant pertinents pour le genre (OECD, 2021). Si la disponibilité des données est clairement une limite majeure à l'élargissement du champ d'application de certains indicateurs, le cadre lui-même devrait saisir les liens possibles entre les nombreux objectifs.

**Un autre aspect méthodologique qui nécessitera un examen plus approfondi est la manière de mieux distinguer les mesures liées aux instruments politiques des mesures renseignant sur les résultats.** La communication séparée de ces deux types de mesures sera essentielle pour évaluer dans quelle mesure les plans de relance à court terme déployés par les pays à la suite de la crise du COVID-19 sont cohérents avec les objectifs à long terme de l'Agenda 2030. Le cadre des ODD reconnaît que les progrès doivent être envisagés de manière holistique afin de tenir compte des inévitables compromis, retombées et conséquences involontaires des décisions politiques et d'investissement. Pourtant, les 17 ODD (tant dans leur formulation générale que dans leur spécification en objectifs détaillés) couvrent un mélange d'aspects le long de la chaîne causale des politiques, des intrants aux processus, aux produits et aux résultats. Le grand nombre d'objectifs et de cibles, répartis le long de cette chaîne des entrées-sorties-résultats, pose des problèmes évidents pour l'évaluation et l'appréciation des politiques.

**À l'approche de l'échéance de 2030, les Nations Unies et la communauté internationale dans son ensemble doivent commencer à travailler à un nouveau cadre pour l'action politique mondiale.** À huit ans de l'échéance des ODD, et malgré les progrès réalisés dans certains domaines, les améliorations sont inégales selon les objectifs, les pays et les régions. Afin de maintenir la dynamique générée par les

progrès accomplis jusqu'à présent en faveur des ODD, il est essentiel d'élaborer un cadre pour l'après 2030 qui s'appuiera sur les points forts de l'Agenda 2030 tout en remédiant à ses principales lacunes.

### PRINCIPALES RECOMMANDATIONS

- **Le suivi de la performance des ODD nécessite des données de haute qualité et un cadre de suivi complet.** La mise en œuvre et le suivi des progrès réalisés dans le cadre des ODD constituent un défi. Les cibles sont universelles – applicables à tous les pays – et ne se limitent pas aux problèmes liés au développement. Nombre d'entre eux sont complexes, interdépendants et multiformes, ce qui nécessite de nouveaux concepts et mesures. Des données fiables et comparatives restent essentielles pour atteindre les objectifs de l'Agenda 2030. Pour soutenir l'élaboration des politiques, il faut disposer de meilleures données et de meilleurs cadres de suivi afin de prendre des décisions éclairées sur ce qui fonctionne et sur ce qui ne fonctionne pas. De meilleures données permettent également de mesurer les progrès accomplis et de mieux comprendre les problèmes qu'il reste à résoudre.
- **Si la route vers 2030 est courte et sinueuse, les mesures politiques doivent être ciblées pour atténuer les éventuels effets régressifs de chocs, tels que la pandémie, mais aussi pour assurer la cohérence entre les différents objectifs et cibles.** La mise en œuvre des ODD en tant qu'ensemble intégré et cohérent représente un défi majeur pour tous les pays. Traiter les interactions entre les objectifs économiques, sociaux et environnementaux de manière équilibrée, tout en évitant les effets négatifs sur le bien-être des personnes ici et maintenant, ailleurs et plus tard, est l'un des défis les plus importants de la mise en œuvre des ODD.
- **Un système multilatéral fort reste essentiel pour relever les défis les plus critiques d'aujourd'hui.** Le monde est plus interconnecté que jamais en raison de la mondialisation croissante et des progrès technologiques. En conséquence, la plupart, sinon la totalité, des perturbations récentes qui ont profondément affectées nos vies et nos emplois – la pandémie, les nombreux impacts du changement climatique, la guerre en Ukraine – ont eu des ramifications mondiales et appellent donc des réponses mondiales. Compte tenu de l'interconnexion croissante et des retombées des politiques nationales dans d'autres pays, il est essentiel d'accroître et d'améliorer la coopération multilatérale dans tous les domaines pour que tous les pays puissent relever les défis transfrontaliers et interconnectés qui caractérisent notre époque.
- **Mesurer ce qui compte ne doit pas s'arrêter aux frontières nationales.** Lorsqu'il s'agit de mesurer des phénomènes mondiaux tels que la répartition mondiale des revenus ou les émissions mondiales de CO<sub>2</sub>, des statistiques comparables peuvent être considérées comme un bien public mondial, et la communauté internationale devrait engager des ressources afin de permettre leur production partout (Kanbur, Patel and Stiglitz, 2018<sup>[22]</sup>). À ce titre, le renforcement du soutien financier pour le suivi des ODD dans les pays à revenu faible et intermédiaire est essentiel pour combler les lacunes existantes dans le cadre du suivi mondial des ODD.

**Pour en savoir plus**

- Dellink, R. et al. (2021), "The long-term implications of the COVID-19 pandemic and recovery measures on environmental pressures: A quantitative exploration", *OECD Environment Working Papers*, No. 176, OECD Publishing, Paris, <https://doi.org/10.1787/123dfd4f-en>. [14]
- IPCC (2021), *Sixth Assessment Report: Climate Change 2021: The Physical Science Basis*, <https://www.ipcc.ch/report/ar6/wg1/> (accessed on 14 March 2022). [16]
- Jacob, A. (2017), "Mind the Gap: Analyzing the Impact of Data Gap in Millennium Development Goals' (MDGs) Indicators on the Progress toward MDGs", *World Development*, Vol. 93, pp. 260-278, <https://doi.org/10.1016/j.worlddev.2016.12.016>. [20]
- Kanbur, R., E. Patel and J. Stiglitz (2018), *Sustainable Development Goals and the measurement of economic and social progress*, OECD Publishing, Paris, <https://doi.org/10.1787/9789264307278-4-en>. [22]
- Kanbur, R., E. Patel and J. Stiglitz (2018), "Sustainable Development Goals and the measurement of economic and social progress", in *For Good Measure: Advancing Research on Well-being Metrics Beyond GDP*, OECD Publishing, Paris, <https://doi.org/10.1787/9789264307278-4-en>. [24]
- Karousakis, K. (2018), "Evaluating the effectiveness of policy instruments for biodiversity: Impact evaluation, cost-effectiveness analysis and other approaches", *OECD Environment Working Papers*, No. 141, OECD Publishing, Paris, <https://doi.org/10.1787/ff87fd8d-en>. [4]
- Murtin, F. et al. (2017), "Inequalities in longevity by education in OECD countries: Insights from new OECD estimates", *OECD Statistics Working Papers*, No. 2017/2, OECD Publishing, Paris, <https://doi.org/10.1787/6b64d9cf-en>. [8]
- OECD (2022), "Assessing environmental impact of measures in the OECD Green Recovery Database", *OECD Policy Responses to Coronavirus (COVID-19)*, OECD Publishing, Paris, <https://doi.org/10.1787/3f7e2670-en>. [15]
- OECD (2022), *Building Trust to Reinforce Democracy: Main Findings from the 2021 OECD Survey on Drivers of Trust in Public Institutions*, Building Trust in Public Institutions, OECD Publishing, Paris, <https://doi.org/10.1787/b407f99c-en>. [11]
- OECD (2022), "Measuring distance to the SDG targets – Costa Rica", in *The Short and Winding Road to 2030: Measuring Distance to the SDG Targets*, OECD Publishing, Paris, <https://doi.org/10.1787/2815b783-en>. [23]
- OECD (2022), *OECD Economic Outlook, Volume 2022 Issue 1: Preliminary version*, OECD Publishing, Paris, <https://doi.org/10.1787/62d0ca31-en>. [19]
- OECD (2022), *The Short and Winding Road to 2030: Measuring Distance to the SDG Targets*, OECD Publishing, Paris, <https://doi.org/10.1787/af4b630d-en>. [5]
- OECD (2021), *Gender and the Environment: Building Evidence and Policies to Achieve the SDGs*, OECD Publishing, Paris, <https://doi.org/10.1787/3d32ca39-en>. [21]
- OECD (2021), *Government at a Glance 2021*, OECD Publishing, Paris, <https://doi.org/10.1787/1c258f55-en>. [10]

- OECD (2021), *OECD Economic Outlook, Volume 2021 Issue 2*, OECD Publishing, Paris, [13]  
<https://doi.org/10.1787/66c5ac2c-en>.
- OECD (2021), *OECD Framework and Good Practice Principles for People-Centred Justice*, OECD Publishing, Paris, [3]  
<https://doi.org/10.1787/cdc3bde7-en>.
- OECD (2021), *OECD.Stat (database)*, <https://stats.oecd.org/>. [7]
- OECD (2020), "Environmental health and strengthening resilience to pandemics", *OECD Policy Responses to Coronavirus (COVID-19)*, OECD Publishing, Paris, [18]  
<https://doi.org/10.1787/73784e04-en>.
- OECD (2019), *SIGI 2019 Global Report: Transforming Challenges into Opportunities*, Social Institutions and Gender Index, OECD Publishing, Paris, [2]  
<https://doi.org/10.1787/bc56d212-en>.
- OECD (2018), *Mainstreaming Biodiversity for Sustainable Development*, OECD Publishing, Paris, [12]  
<https://doi.org/10.1787/9789264303201-1-en>.
- OECD (2016), *Better policies for 2030: An OECD action plan to the Sustainable Development Goals*, <https://www.oecd.org/dac/Better%20Policies%20for%202030.pdf> (accessed on 14 March 2022). [1]
- Placzek, O. (2021), "Socio-economic and demographic aspects of food security and nutrition", *OECD Food, Agriculture and Fisheries Papers*, No. 150, OECD Publishing, Paris, [9]  
<https://doi.org/10.1787/49d7059f-en>.
- UNDESA (2021), *SDG Global Database*, The United Nations (UN) Department of Economic and Social Affairs, <https://unstats.un.org/sdgs/dataportal>. [6]
- World Meteorological Organisation (2021), *WMO Atlas of Mortality and Economic Losses from Weather, Climate and Water Extremes (1970-2019)*, World Meteorological Organization (WMO), Geneva, [https://library.wmo.int/doc\\_num.php?explnum\\_id=10989](https://library.wmo.int/doc_num.php?explnum_id=10989). [17]

## Ressources

Travaux de l'OCDE en lien avec la mesure de la distance aux cibles des ODD : <https://www.oecd.org/wise/measuring-distance-to-the-sdgs-targets.htm>.

## Contacts

Pour de plus amples informations, merci de nous contacter à l'adresse : [wellbeing@oecd.org](mailto:wellbeing@oecd.org).

Centre de l'OCDE pour le bien-être, l'inclusion, la soutenabilité et l'égalité des chances (WISE)

[www.oecd.org/fr/wise](http://www.oecd.org/fr/wise)

Ce document est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions qui y sont exprimées et les arguments qui y sont avancés ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document, ainsi que les données et cartes qu'il peut comprendre, sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

L'utilisation de ce contenu, qu'il soit numérique ou imprimé, est régie par les conditions d'utilisation suivantes :

<http://www.oecd.org/fr/conditionsdutilisation>.